

Prêts agricoles—Loi

Les cultivateurs canadiens connaissent de graves difficultés, monsieur l'Orateur, un peu comme ces braves gens du spectacle qui chantent:

Eh, regardez-nous

Prêtez-nous l'oreille

Plus de foin, plus d'oseille

Dans les dettes jusqu'au cou.

M. Kempling: Chantez-le nous.

M. Hovdebo: Ils sont hypothéqués à fond. Leurs dettes, à la fin de 1979, atteignaient 9 milliards de dollars et l'intérêt seulement leur coûtait 1.24 milliard, ce qui représente une augmentation de 71 p. 100 en trois ans à peine. En fait, c'est le service de la dette qui croît le plus vite sur les terres canadiennes. Et le gouvernement canadien fournit l'engrais qui nourrit cette croissance phénoménale.

On prévoit qu'en 1980, le remboursement de la dette globale de 10 milliards de dollars coûtera plus cher aux cultivateurs que tout autre élément de dépenses. Cette dette leur coûtera plus que les grains de provende ou le matériel agricole, puisqu'elle croît plus vite que les mauvaises herbes des arrière-pâturages.

Le cultivateur est en si mauvaise posture qu'il doit essayer de trouver de l'argent presque à n'importe quel prix. Même à des taux exorbitants, il n'en trouve pas toujours. La Société du crédit agricole affirme qu'elle ne pourra répondre qu'aux deux tiers de la demande au cours de la présente année financière.

● (1430)

Il y a un autre programme que tout parti de l'opposition responsable doit proposer. Nous devons reconnaître immédiatement et franchement que les agriculteurs font face à une situation d'urgence au Canada. C'est une situation qu'ils n'ont pas créée et qui oblige des milliers d'entre eux à abandonner leurs terres partout au Canada. Depuis trois ans, le nombre d'exploitations agricoles dans l'Île-du-Prince-Édouard a diminué de 16 p. 100, au Nouveau-Brunswick de 22 p. 100, et il en est ainsi partout au Canada.

Monsieur l'Orateur, ne croyez pas la propagande qui semble avoir convaincu le ministre des Transports (M. Pepin) que les agriculteurs sont en train de changer d'idée au sujet des taux du Corbeau. Si vous faisiez face au genre de perspectives que j'ai signalées ici aujourd'hui, demanderiez-vous qu'on quintuple ou qu'on sextuple les tarifs-marchandises? De telles augmentations ne feront qu'entraîner des pertes encore plus importantes. Les agriculteurs de l'Ouest ont l'intention de protéger leurs tarifs statutaires. Ils n'ont vraiment pas de choix.

Nous avons désespérément besoin d'une mesure provisoire et le gouvernement ferait bien d'étudier les recommandations contenues dans le programme de mesures d'urgence que lui a présenté le Syndicat national des cultivateurs le 22 avril. Parmi ces recommandations, il demandait, entre autres, deux mesures à court terme que le gouvernement devrait étudier attentivement: premièrement, un moratoire sur toutes les dettes agricoles qui pourraient empêcher l'agriculteur de continuer à vivre de sa terre. Ce genre de garantie fédérale, si populaire pour de grandes entreprises comme Chrysler, mon-

trerait qu'Ottawa attache autant d'importance à la production alimentaire qu'à l'assemblage d'automobiles. Cela montrerait aussi que le gouvernement est prêt à faire autant pour les agriculteurs canadiens que pour l'industrie automobile.

Deuxièmement, le gouvernement devrait offrir aux agriculteurs nécessiteux des garanties de crédit pour leurs coûts d'exploitation agricole en 1980. Il se trouverait ainsi à reconnaître que les agriculteurs ne sont pas responsables d'un grand nombre des forces inflationnistes qui leur nuisent et qu'ils méritent une certaine protection, surtout si les institutions actuelles ne répondent pas à leurs besoins de crédit.

Le bill que nous étudions ne garantit pas que les agriculteurs obtiendront le crédit qui est disponible. En investissant dans la production alimentaire, le gouvernement aiderait à assurer une certaine protection contre l'hyper-inflation des prix de l'alimentation à laquelle nous assisterons dans six mois quand l'effet des réductions de production se reflètera au niveau des marchés. Ne nous méprenons pas. Nous devons reconnaître que, si les agriculteurs n'obtiennent pas d'aide maintenant, ils seront obligés de réduire leur production.

Tout en ne m'opposant pas aux amendements proposés dans le projet de loi, j'espère que le gouvernement se rendra compte de la crise qui agite l'agriculture et voudra recourir à la loi en même temps qu'à d'autres mesures, pour remédier à cette situation. D'ailleurs cette crise s'aggrave de jour en jour. Dans les Prairies, elle se double d'une sécheresse qui s'éternise. L'agriculteur actif doit compter avec des engrais chimiques, des machines et une terre qui lui coûte cher. En retour, on lui verse des prix dérisoires pour le porc et le bétail qu'il veut vendre. Ses recettes sont encore diminuées du fait de la sécheresse et par les taux d'intérêt élevés.

L'embargo sur les grains lui a enlevé, à toute fin pratique, la possibilité de recevoir un paiement final pour ses grains cette année, et il est fort probable que les prix seront assez faibles pour la prochaine campagne, encore une fois à cause de l'embargo. La plupart des céréaliers estiment qu'ils ont peu de chance de s'en sortir. Ils vont y perdre. Cette année, dans toutes les régions, ils devront peut-être vendre au-dessous du prix coûtant. Mais ils demeurent optimistes. Ils continueront de travailler en dépit de cette perspective et le Canada peut les en remercier. Le gouvernement a le devoir de s'attaquer à cette crise par tous les moyens dont il dispose.

Nous sommes en train d'étudier un projet de loi qui débouche des fonds nouveaux pour les cultivateurs. Si cet argent leur est prêté aux taux courants, soit le taux préférentiel plus un pour cent, nous allons simplement accélérer les faillites qui s'annoncent. J'invite donc le gouvernement à leur donner l'occasion d'emprunter à un taux inférieur, à un taux qui se résumerait peut-être à un frais de service.

De même, il faudrait mettre suffisamment d'argent à la disposition de tous les céréaliers qui espèrent s'en sortir. Mieux, donnons suite à la proposition de leur syndicat et apportons ainsi un peu d'espoir à tout ce secteur pour une année encore. Comme le dit un des slogans du syndicat paru il y a quelques semaines: «Comme les blés, nous allons être fauchés.»